

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1998 B 01464

Numéro SIREN : 419 541 503

Nom ou dénomination : PERIMMO

Ce dépôt a été enregistré le 07/09/2018 sous le numéro de dépôt 41967

PERIMMO

Société par Actions Simplifiée au capital de 400 000 euros
Siège social : 583 Avenue du Prado
13008 MARSEILLE
419 541 503 RCS MARSEILLE

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 10 AOUT 2018

L'an deux mille dix-huit, le dix août et à dix heures,

La société UP,
société par actions simplifiée, au capital de 15 150 000 euros
ayant son siège social au 260 Rue Guillaume du Vair, Château de la Pioline 13290 Aix-En-Provence
immatriculée au RCS d'AIX EN PROVENCE sous le numéro 833 626 095
représentée par son Président Monsieur Stéphane PEREZ,

Associée unique et Présidente de la société PERIMMO,

A pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

1. Transfert du siège social et modification corrélative de l'article 4 « Siège social » des statuts
2. Pouvoirs à conférer pour les formalités

Les co-commissaires aux comptes titulaires, le cabinet FIDECOMPTA et le cabinet AUDITA ont été avisés de la présente prise de décisions et sont absents et excusés.

PREMIERE DECISION – TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL ET MODIFICATION CORRELATIVE DE L'ARTICLE 4 DES STATUTS

L'associée unique décide de transférer le siège social du 583 Avenue du Prado 13008 MARSEILLE au 25 Rue des Phocéens 13002 MARSEILLE, à compter du 1^{er} septembre 2018.


En conséquence, l'article 4 « Siège social » des statuts est modifié comme suit :

« ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 25 Rue des phocéens 13002 MARSEILLE.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision du Président, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée ou par l'associé unique, et en tout autre lieu suivant décision collective extraordinaire des associés ou décision de l'associé unique ».

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

 1

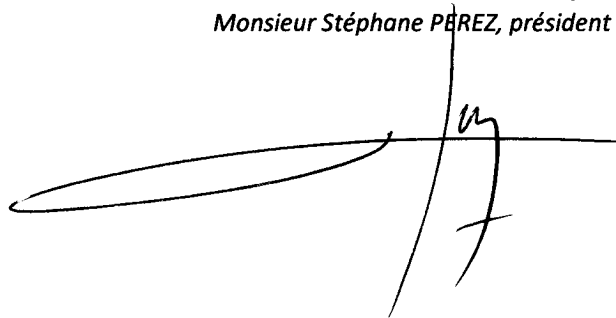
DEUXIEME DECISION - POUVOIRS A CONFERER POUR LES FORMALITES

L'associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'associée unique et sera consigné sur le registre des décisions.

Pour la société UP, associée unique
Monsieur Stéphane PÉREZ, président

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a vertical line and a stylized flourish.

PERIMMO

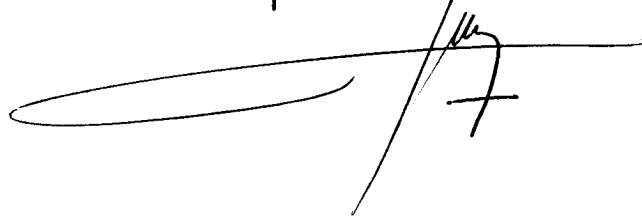
STATUTS

A jour au 1^{er} septembre 2018

(Décisions de l'associée unique du 10 août 2018 : transfert de siège)

Certifiés conforme à l'original

*La Présidente, la société UP
représentée par M. Stéphane PEREZ*

Certifié conforme


PERIMMO

Société par actions simplifiée
Capital social : 400 000 €
Siège social : 25 Rue des Phocéens
13002 MARSEILLE
419 541 503 RCS MARSEILLE

PRÉAMBULE

Les actionnaires ont décidé de transformer la société en Société par Actions Simplifiée par application de l'article L.227-3 du Code de commerce, suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 22 Septembre 2004 et en conséquence :

- ont décidé d'adopter les nouveaux statuts tels que définis ci-après
- ont désigné les nouveaux organes de direction

ARTICLE 1er - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- Toutes opérations immobilières, d'entremises et de transactions, de promotion, de gestion de programme et de gestion immobilière,
- L'activité de marchand de biens, savoir l'acquisition en vue de la revente de tous immeubles, parties d'immeubles, ainsi que l'acquisition de droits sociaux représentatifs de tels biens,
- La réalisation, l'étude économique et technique inhérent aux dites opérations ainsi que toutes opérations de commerce, d'études ou d'intermédiaires à l'exclusion de celles entrant dans le champ d'application de la réglementation de la profession d'agent immobilier,

Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusions, d'alliances, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

Et généralement, toutes opérations industrielles et commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : PERIMMO

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

L'enseigne commerciale est : « PERIMMO ».

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 25 Rue des Phocéens - 13002 MARSEILLE.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision du Président, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée ou par l'associé unique, et en tout autre lieu suivant décision collective extraordinaire des associés ou décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La société a une durée de 99 ans à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par assemblée générale des actionnaires sur convocation du président un an au moins avant la date d'expiration de la société. A défaut tout actionnaire peut demander au président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice afin de provoquer l'assemblée et la décision ci-dessus prévue.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été fait apport en numéraire d'une somme totale de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250 000 F), correspondant à 2 500 actions de 100 Francs chacune.

Lors de l'augmentation de capital social en date du 1^{er} juillet 2000, il a été incorporé au capital une somme de 1 750 000 Francs prélevée sur les comptes « Autres réserves » pour porter ainsi le capital de 250 000 Francs à 2 000 000 Francs.

Aux termes de cette même assemblée, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 101,97 € par voie d'incorporation de Réserves, pour être porté à 305 000 €.

Lors de l'augmentation de capital social en date du 26 Décembre 2002, il a été incorporé au capital la totalité de la « réserve spéciale de l'article L. 219 I.f du C.G.I. » à concurrence de la somme de 89 350 € et une somme de 5 650 € prélevée sur le poste « Autres réserves » afin de porter le capital social de la somme de 305 000 € à 400 000 €, par élévation de la valeur nominale de chacune des 2 500 actions qui est portée de 122 € à 160 €.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT MILLE EUROS (400 000 €).

Il est divisé en 2 500 actions de 160 € chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 6° ci-après.

5. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de quatre mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai de quatre mois peut être prolongé par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la société, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou des tiers, le président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

7. La cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président ou d'un délégué du président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions.

8. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

Elles s'appliquent également en cas de fusion d'une personne morale actionnaire de la société avec une personne morale non actionnaire. Dans ce cas, l'actionnaire devra se soumettre à la procédure prévue par le présent article, dans les mêmes conditions que pour une cession.

Elles s'appliquent également, *mutatis mutandis*, à toutes les cessions de titres, droits ou valeurs mobilières composées émis par la société, pouvant donner, immédiatement ou à terme, des droits quelconques, partiels ou globaux, à une fraction du capital, aux bénéfices ou aux votes des actionnaires de la société, ou de toutes sociétés qui viendraient à ses droits après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif, ou opération assimilée.

9 La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Elle s'applique aussi en cas de cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti à la société pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non celui-ci comme actionnaire est d'un mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Toute cession effectuée en violation de la clause ci-dessus est nulle.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

paraphes _____

fr Ni BP EP HV NP SP DP

page n° 5

Verso de la présente feuille annulée, article 905 du CGI, arrêté du 20/03/1958

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions suivantes où il est réservé à l'usufruitier :

- affectation des résultats
- nomination, renouvellement et révocation du Président de la société et du Directeur Général
- approbation de la rémunération du président et du Directeur Général
- nomination et renouvellement des commissaires au comptes

Même privé du droit de vote, le nu-proprétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

ARTICLE 13 - PRESIDENT

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société, nommé, avec ou sans limitation de durée, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions fixées à l'article 18 ci-après.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions du président est fixée par la décision qui le nomme.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Pendant la durée de son mandat, le président peut être révoqué, à tout moment, sur décision collective des actionnaires prise dans les conditions fixées à l'article 18 ci-après. La révocation n'a pas à être motivée.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

paraphes

JP HR RP EP JP NP RP DP

page n° 6

Verso de la présente feuille annulée, article 905 du CGI, arrêté du 20/03/1958

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut consentir toute délégation de pouvoirs pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

Sur la proposition du président, la collectivité des associés, à la majorité simple, peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personne physique, actionnaire ou non de la société.

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par la collectivité des actionnaires, à la majorité simple.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

En outre, le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 15 - REMUNERATION DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL.

La rémunération du Président et du Directeur général est approuvée par la collectivité des actionnaires dans les conditions de l'article 18 ci-après. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

En outre, le Président et le Directeur Général sont remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justification.

Ces rémunérations et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Président ou le Directeur Général, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectuée dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

La rémunération du commissaire aux comptes sera fixée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 17 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

17.1. Le président doit aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée :

- . entre lui-même et la société,
- . l'un de ses dirigeants et la société,
- . l'un des actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 10 %, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société .

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

17.2. Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président, aux dirigeants de la société et l'un des actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 10%.

ARTICLE 18 - DECISIONS DES ACTIONNAIRES

18.1. Les actionnaires délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- nomination, renouvellement et révocation du président de la société
- nomination du Directeur Général sur proposition du Président
- approbation de la rémunération du président et du Directeur Général
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes
- Agrément des cessions d'actions
- approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats
- contrôle des conventions réglementées
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social
- opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission
- transformation de la société
- prorogation de la durée de la société
- dissolution et liquidation de la société
- exclusion d'un actionnaire
- transfert du siège social hors département et département limitrophe
- adoption, modification ou suppression de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un actionnaire notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution de ladite société associée

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, ces décisions sont prises dans les conditions de majorité suivantes :

Décisions prises à la majorité des voix exprimées :

- nomination, renouvellement et révocation du président de la société
- nomination du Directeur Général sur proposition du président
- approbation de la rémunération du président et du Directeur Général
- Agrément des cessions d'actions
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes
- approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats
- contrôle des conventions réglementées
- transfert du siège social hors département et département limitrophe

paraphes _____

jp

jer

mc

nr

bc

gp

EP

af

page n° 8

Verso de la présente feuille annulée, article 905 du CGI, arrêté du 20/03/1958

Décisions prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital social
- opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission
- transformation de la société
- prorogation de la durée de la société
- dissolution et liquidation de la société
- exclusion d'un actionnaire

Décisions prises à l'unanimité des actionnaires :

- adoption, modification ou suppression de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un actionnaire notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution de ladite société associée
- changement de la nationalité de la société
- augmentation des engagements d'un actionnaire

Si la société ne vient à comprendre qu'un seul actionnaire, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'actionnaire unique.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

18.2. Les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale, soit par consultation, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

18.3. L'assemblée générale est convoquée par le président. La convocation à l'assemblée générale est faite par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés ainsi que le commissaire aux comptes, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par le mandataire de son choix. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

18.4. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun d'entre eux par tous moyens.

Les actionnaires disposent d'un délai de huit jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou télécopie.

L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de huit jours à compter de la réception des projets de résolution est considérée comme ayant approuvé ces résolutions.

paraphes

La collectivité des actionnaires peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

ARTICLE 22 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

ARTICLE 23 - LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément au Code du commerce et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

Article 25 - IMMATRICULATION

La société est immatriculée comme suit :. SIREN 419 541 503 RCS MARSEILLE

Fait à Marseille

le 22 Septembre 2004

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du même jour.

Bruno PEREZ



Henri PEREZ



Martine PEREZ



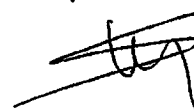
Nicole PEREZ



Jacques PEREZ



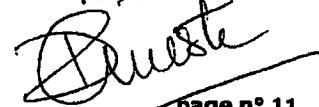
Stéphane PEREZ



Elodie PEREZ



Delphine PEREZ



paraphes